

Organisations et sociétés paysannes : une lecture par la réciprocité, Eric Sabourin. Editions Quae, Versailles, 2012, 262 p.

François Doligez

Numéro 328, avril 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1015533ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1015533ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association Recma

ISSN

1626-1682 (imprimé)

2261-2599 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Doligez, F. (2013). Compte rendu de [*Organisations et sociétés paysannes : une lecture par la réciprocité*, Eric Sabourin. Editions Quae, Versailles, 2012, 262 p.] *Revue internationale de l'économie sociale*, (328), 126–128.
<https://doi.org/10.7202/1015533ar>

Tous droits réservés © Recma, 2013

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>



Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

NOTES DE LECTURE

Organisations et sociétés paysannes : une lecture par la réciprocité

Eric Sabourin. Editions Quae, Versailles, 2012, 262 p.

Cet ouvrage propose une analyse des relations de réciprocité et de leur importance dans les communautés et les organisations d'agriculteurs. Il repose à la fois sur un travail de revue des théories et sur de nombreuses observations de terrain que l'auteur a menées sur quatre continents : Afrique (Angola, Guinée-Bissau), Europe (région Poitou-Charentes), Amérique latine (Bolivie, Brésil, Equateur, Pérou) et Océanie (Nouvelle-Calédonie). Le livre constitue un argument solide contre la généralisation et la « naturalisation » du principe de l'échange que de nombreuses analyses économiques comme sociologiques incorporent sans discernement, tout en s'intéressant aux interactions entre les deux types de relation – échange et réciprocité – et ce qu'il est possible d'en extrapoler en matière d'organisation sociale et de régulation, des marchés notamment.

La réciprocité, le contraire de la concurrence

« Pour résumer, la réciprocité, c'est le contraire de la concurrence. L'un des apports heuristiques et sociopolitiques de la théorie de la réciprocité est donc de proposer des modalités et des dispositifs alternatifs de régulation à l'allocation des ressources par le seul prisme de la concurrence et de la compétitivité » (p. 2). Dès son introduction, l'auteur aborde la notion de réciprocité de façon très large, en l'ouvrant aux relations et aux prestations qui « ne privilégient pas la seule satisfaction des intérêts matériels privés propres à l'échange » (p. 10). Différentes approches théoriques sont ensuite présentées et discutées dans une première partie, des apports pionniers de Mauss, de Thurnwald ou de Polanyi aux

perspectives nouvelles auxquelles ouvrent des contributions récentes en matière de recherche (Scubla, Temple et Chabal). Cette discussion permet à l'auteur de se distancier de la lecture de Lévi-Strauss et de nombreux anthropologues réduisant la notion de réciprocité au sens du contre-don ou de l'échange réciproque (p. 19). La réciprocité s'inscrit au contraire, selon les nouvelles approches théoriques développées, dans une structure ternaire qui intègre une valeur sociale (affective, symbolique ou éthique) ou « tiers inclus » (p. 29). Ce triptyque correspond à « une relation réversible entre des sujets », par différence avec l'échange, qui représente une « permutation d'objets » (p. 34). Si la réciprocité peut recouvrir différentes formes – positive (don), négative (vengeance) ou équilibrée (symétrique) –, elle permet de fonder une économie plus « humaine » (p. 44) et de constituer un socle au contrat social, « car [selon Temple] un modèle de société qui ignorerait le principe de réciprocité se priverait du même coup de penser le rapport de l'individu à la communauté » (p. 46). Les points de vue critiques à ces conceptions de la réciprocité s'inscrivent dans les théories du don, mais pour l'auteur ces dernières en restent à la « figure d'un tiers transcendant ou extérieur et non pas du tiers inclus » (p. 59).

Réciprocité et théories de l'action collective

La seconde partie de l'ouvrage révèle une mise en confrontation de la réciprocité dans les organisations paysannes et les théories de l'action collective, y compris les travaux d'Elinor Ostrom. De nombreuses études de cas y sont développées, avec force d'exemples illustrant des comportements que l'on peut retrouver par ailleurs. Ainsi, le migrant zapotèque de Los Angeles peut tout aussi être contraint de retourner au Mexique pour assumer les fonctions que l'organisation villageoise lui a attribuées

que le migrant mandjak en Europe décrit dans le cas de la Guinée-Bissau (p. 88). Si l'on est parfois quelque peu déboussolé par les va-et-vient autour de notions discutées à partir de réalités très différentes et étonné de certains raccourcis (réciprocité et génocide rwandais, p. 94), les nombreux cas présentés illustrent bien la correspondance faite par l'auteur entre logique de réciprocité (don, entraide, partage des ressources) et élargissement des relations sociales et affectives dans les communautés paysannes. Néanmoins, les pratiques évoluent. Par exemple, en fonction des contextes, l'entraide peut se transformer en échange, en troc ou en marchandisation du travail, tout comme elle peut perdurer sous des formes actualisées dans des structures de réciprocité symétrique. A ce titre, l'auteur s'attache à la critique de l'application de la notion de capital social aux réseaux de réciprocité dès lors qu'elle induit leur mobilisation comme instrument ou vecteur de relations d'échange matériel destinées à satisfaire des intérêts matériels privés (p. 140). « *La réciprocité au service de l'échange se substituerait à l'échange au service de la réciprocité* » (p. 226). Les analystes de la caution solidaire dans le domaine de la microfinance apprécieront cette réserve, au regard des dérives observées dans de nombreuses situations. Enfin, dans cette partie, Eric Sabourin discute les théories de l'économie paysanne mobilisant le concept de réciprocité : l'économie morale de Scott, à partir de Tchayanov, et l'économie de l'affection de Hyden, appliquée aux villages Ujaama, en Tanzanie. Plus largement, cela amène l'auteur à poser un cadre d'analyse des *Peasant studies*, à partir d'une extension du principe de réciprocité, au-delà de la société paysanne et dans ses relations avec le marché et la société englobante.

Organisations paysannes, marchés et politiques publiques

La troisième partie élargit donc l'analyse aux relations entre organisations paysannes, marchés et politiques publiques. D'abord,

les observations réalisées dans différents contextes locaux amènent l'auteur à différencier marchés d'échange et marchés de réciprocité. Ce cadre d'analyse est repris dans une approche critique du commerce équitable (p. 183). Il permet également l'étude des démarches qualité et des systèmes de certification. L'auteur explore ensuite les difficultés des interventions publiques à appréhender les logiques de réciprocité, amenant parfois à de véritables contradictions, comme dans le cas de la réforme foncière en Nouvelle-Calédonie. Enfin, il revient sur les différentes formes d'aliénation de la réciprocité, entre exploitation capitaliste et oppression paternaliste, dès lors que l'asymétrie de la relation conduit à « *l'assujettissement de l'obligé et à une perte de sens de la relation* » (p. 217). Dans cette analyse, l'auteur en vient, à partir des exemples développés (Nordeste brésilien), à nuancer le rôle du « courtier » – entre autres les responsables d'organisation paysanne –, définit par des socio-anthropologues comme « *un manipulateur professionnel de personnes et d'informations qui crée de la communication en vue d'un profit* » en ignorant la dimension de « *passer* » d'un système ou d'une rationalité à l'autre qu'aurait un certain nombre de responsables locaux pouvant se rémunérer sans pour autant tirer un profit indu (ou une rente) de la situation (« *le courtier n'est pas un maquignon* », p. 222). Au passage, l'auteur considère les théories marxistes de l'aliénation inopérantes lorsqu'il s'agit d'appréhender l'économie paysanne, car elles ignorent les systèmes de réciprocité (p. 224). Cette analyse est peut-être généralisable à l'économie de la réciprocité en général et à ses formes d'organisation coopérative en particulier (J.-F. Draperi, *La république coopérative*, De Boeck, 2012). En conclusion, l'auteur propose une analyse en termes de « *systèmes mixtes* » articulant logiques d'échange et de réciprocité selon trois situations types : juxtaposition sans mélange dans des sphères parallèles,

complémentarité au travers d'une interface (y compris par hybridation avec les politiques de redistribution organisées par l'Etat), contradiction avec paralysie réciproque ou domination d'une logique sur une autre. Alors que la référence au marché et à l'efficacité du secteur privé demeure l'horizon indépassable du développement agricole et rural, l'ouvrage présente l'intérêt d'ouvrir la perspective par sa lecture de la réciprocité, afin de reconsidérer la question paysanne et d'analyser les politiques publiques. Il abonde, en ce sens, le regain d'intérêt que portent les socioéconomistes (au sens large) au principe de réciprocité dans le renouveau théorique autour de l'économie sociale et solidaire, le rôle potentiel des institutions non marchandes dans l'efficacité du fonctionnement du marché et leur place dans les politiques de développement durable.

FRANÇOIS DOLIGEZ,

IRAM-UNIVERSITÉ DE RENNES-1

Toile filante:
rencontres, mémoires, parcours
Henryane de Chaponay et Lygia Segala,
2012, <http://henryanedechaponay.free.fr>, 378 p.

Il est parfois difficile, dans le milieu de l'économie sociale et solidaire, de se raconter à la première personne ou d'évoquer les parcours personnels au sein d'initiatives par nature collectives. Ce risque a été pris, en partie, par Henryane de Chaponay, qui dans une maïeutique à quatre mains avec une anthropologue brésilienne, Lygia Segala, a ouvert ses archives pour partager son itinéraire dans un « beau livre » richement illustré.

L'ouvrage, préfacé par Stéphane Hessel, restitue le milieu familial, issu de grandes lignées de la noblesse européenne et qui projette Henryane au Maroc au moment de l'indépendance. Proche de l'équipe Ben Barka, elle participe aux premiers contacts avec

Emmaüs qui permettront de lancer dès 1957 les mouvements d'animation rurale ainsi que l'Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement (Iram), association de solidarité internationale avant l'heure.

La démarche d'animation rurale fait tache d'huile dans différents pays du Maghreb, d'Afrique subsaharienne et d'Amérique latine, notamment en appui aux réformes agraires et à l'organisation des producteurs agricoles, tout en s'interrogeant en permanence sur le « *risque d'enlèvement* » en « *tant qu'appoint à des actions techniques ou économiques ne remettant pas en cause les pouvoirs* » (Yves Goussault, 1970, cité p. 191). Une étude aura même lieu en 1967 sur l'« *animation et la promotion collective en France dans les structures de participation nationales et locales* » (p. 179) et plusieurs expériences seront visitées sur le terrain, en particulier dans la vallée du Grésivaudan, en Isère, dans le Mené, en Bretagne, ou dans le Rouergue, en Aveyron.

Après l'Iram, Henryane travaille auprès du comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) et accompagne l'évolution de ce dernier d'une mission d'aide à la transformation sociale, en appuyant la redéfinition du partenariat et de la solidarité. Les réseaux tissés en Amérique latine l'invitent ensuite à s'investir dans le centre d'étude du développement en Amérique latine (Cedal). Mais ce « *lieu de rencontre* » suscitant groupes de discussion et d'études ainsi que « *recherches collectives de base* » associe progressivement réseaux syndicaux, militants de l'action sociale et chercheurs. Il n'est pas surprenant qu'il amène Henryane à suivre de près le lancement du processus du Forum social mondial au début des années 2000.

Illustré de nombreux croquis, photos et documents et parsemé d'entretiens et de témoignages (notamment avec Dominique et Patrick Viveret, p. 307-318), ce livre pourra irriter certains lecteurs soucieux de linéarité et de recul analytique. Il constitue